



HAL
open science

La préparation à la guerre Défense Nationale et développement

Jacques Fontanel, Jean-Pierre Matière

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Jean-Pierre Matière. La préparation à la guerre Défense Nationale et développement. Armement- Développement- Droits de l'homme- Désarmement, Université Paris V- Descartes à Paris & Bruylant (Bruxelles), 1985. hal-02966168

HAL Id: hal-02966168

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02966168v1>

Submitted on 13 Oct 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La préparation à la guerre Défense Nationale et développement

Jacques Fontanel & Jean-Pierre Matière

In
Armement- Développement- Droits de l'homme- Désarmement

Publication de la Faculté de Droit de l'Université René Descartes, Paris V

Bruylant, Bruxelles
1985

Résumé : La guerre influence et est influencée par les facteurs économiques. Les conflits économiques sont parfois aussi meurtriers que les conflits militaires. La préparation à la guerre diffère selon la puissance et la structure d'économies nationales très hétérogènes. Les résultats économétriques fournissent quelques informations intéressantes sur les liens entre dépenses militaires et développement économique. L'importance du rôle des industries d'armement dans l'essor des technologies nouvelles semble aujourd'hui s'accroître, d'autant qu'elles sont rapidement duales et fournissent aux Etats dominants une nouvelle puissance étendue au domaine civil. Dans ce contexte de globalisation, la notion de guerre doit être revue et ne plus être analysée seulement comme un facteur militaire.

War influences and is influenced by economic factors. Economic conflicts are sometimes as deadly as military conflicts. Preparation for war differs according to the strength and structure of very heterogeneous national economies. The econometric results provide some interesting information on the links between military expenditure and economic development. The importance of the role of the armaments industries in the development of new technologies seems to be growing today, especially as they are rapidly becoming dual-use and provide the dominant states with a new power extended to the civilian sector. In this context of globalisation, the notion of war must be reviewed and no longer analysed solely as a military factor.

Mots clés : Guerre, défense nationale, industrie d'armement, dépenses militaires, puissance des Etats

Keynotes : war, national defence, armament industry, military expenditures, State power

Les relations entre la défense nationale et le développement impliquent de très longs développements théoriques. Nous ne prétendons donc pas à l'exhaustivité, mais nous centrerons notre analyse sur trois idées essentielles :

1 — Les conflits économiques du développement sont aussi meurtriers que les conflits militaires. Il n'est donc pas toujours opportun d'étudier la défense nationale par le seul canal des armements et plus généralement de la sphère militaire.

2 — Il a souvent été dit que les dépenses d'armement pouvaient susciter la croissance ou la reprise économique. Il nous semble historiquement plus adéquat de dire que, conformément à la théorie keynésienne, l'augmentation des dépenses militaires est susceptible de favoriser un essor économique qui ne semble pas pouvoir, toutefois, engendrer les effets cumulatifs propres au développement économique. En outre, même si certains pays pouvaient bénéficier d'une infrastructure nouvelle grâce à cet effort militaire, l'expérience n'est pas généralisable.

3 — A court terme, les dépenses militaires donnent un aperçu satisfaisant de l'effort consacré à la défense nationale. Il convient toutefois de percevoir le coût de l'opération pour l'économie, étant entendu que ce qui est investi au titre de la défense ne peut l'être dans les domaines de la santé, de l'éducation ou de la consommation privée. Les dépenses militaires représentent un coût plus ou moins important que leur propre montant, en fonction de leur influence sur les variables économiques. Cette question est particulièrement intéressante à traiter, car le couple désarmement-développement comportera toujours une

* Les études économétriques ont été faites soit au CEDSI (Centre d'Études de Défense et de Sécurité Internationale de Grenoble) en ce qui concerne les États-Unis, la France et l'U.R.S.S., soit par Jean-Pierre MATIÈRE de Nice en ce qui concerne le Japon, l'Allemagne et aussi la France. Les développements présentés dans les deux premières parties, ainsi que l'étude sur l'U.R.S.S. et les U.S.A. ont été rédigés par Jacques Fontanel sous son entière responsabilité. Pour les résultats économétriques sur le Japon ou l'Allemagne, s'adresser à J.-P. Matière, Institut Européen des Hautes Études Internationales de Nice, Palais de Marbre, 9, avenue de Fabron, 06200 — Nice.

Pour les autres résultats économétriques :

J. FONTANEL : « Military expenditures and economic growth (France, Morocco) ». Copyright United Nations, 1982. CEDSI, Faculté de Droit, Domaine Universitaire, 47 X, 38040 GRENOBLE Cedex.

J. FONTANEL : « Analyse économique du couple dépenses militaires-développement économique. Les exemples des économies de l'U.R.S.S., des U.S.A., de l'Égypte et d'Israël ». Cahiers du CEDSI n° 1 — 1982.

J. FONTANEL et EUZEBY A. : « Dépenses militaires et dépenses sociales en U.R.S.S. ». Arès, Défense et Sécurité, 1982.

J. FONTANEL et J.-P. MATIÈRE : « Croissance économique et dépenses militaires en France ». Colloque du SGDN. Paris, septembre 1982.

ambiguïté fondamentale susceptible de le rendre inacceptable, par les pays mêmes qui peuvent lui donner une réalité.

I — Les économistes se sont souvent interrogés sur le point de savoir si la guerre « discrète » était ou non un phénomène économique. Évidemment, les divergences traditionnelles des théories économiques se sont manifestées. Les Classiques français et anglais affirmaient que la guerre ne pouvait pas être un phénomène économique et même que le développement économique promis par le respect des règles du capitalisme ne pouvait conduire qu'à une paix durable. Le courant marxiste, pour sa part, réfutait cette hypothèse, rejetant sur le capitalisme la permanence des guerres. Les oppositions ne se sont pas évanouies.

La guerre est souvent définie comme un conflit armé opposant deux ou plusieurs pays. Cette définition semble évidemment relativement claire, mais elle ne souligne sans doute pas suffisamment les conflits économiques qui, au moins dans le monde contemporain, s'avèrent plus meurtriers. Qui donc se soucie de ces 12 millions d'enfants morts de faim en 1980 ? Si comme Clausewitz, nous pensons que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, nous considérons aussi que la violence des conflits économiques doit être analysée sous l'angle de la guerre. Pour Lorenz, Freud ou Girard, le problème central de toute société est de maîtriser les tendances agressives qui naissent de la lutte pour l'existence et la conservation de la vie. Dans cette perspective, l'idée de la guerre « discrète » (au sens mathématique du mot) n'est sans doute plus satisfaisante. L'hypothèse de la guerre continue, de la paix armée à la guerre effective semble refléter plus sûrement la réalité contemporaine. L'embargo, le protectionnisme ou la menace deviennent des armes difficiles à maîtriser, certes, mais toujours aussi meurtrières à l'égard des faibles.

La guerre est alors fortement influencée par les facteurs économiques. Le conflit armé est utilisé généralement lorsque les armes économiques ne sont pas d'une grande efficacité sur le potentiel de défense de l'adversaire. Sa menace devient très grande dans plusieurs circonstances :

— Les dépenses militaires constituent un volant de sécurité, à grande inertie, pour contrôler la croissance du surplus (défini comme l'écart entre la puissance productive et l'absorption de la production). La guerre permet le gaspillage organisé, créant une demande artificielle propre à écouler le surplus. Elle se présente comme un instrument de régulation.

— Les dépenses militaires apportent un soutien logistique puissant aux négociations commerciales, soit par la protection offerte en échange d'avantages économiques, soit par la crainte produite (approvisionnement en pétrole), soit encore par l'aide que l'on peut apporter aux régimes favorables au développement de relations asymétriques entre les pays (rapports américano-chiliens).

— La guerre peut permettre l'instauration de modes de production satisfaisants. Les luttes localisées conduisent souvent à des changements de régime qui modifient l'influence comparée des grands blocs et préparent l'avènement d'une idéologie dont l'expression déterminante s'inscrit dans les rapports du travail, phénomène éminemment économique. Pour les auteurs marxistes, capitalisme et socialisme sont antinomiques, même si, dans le cadre des procédures de désarmement animées par l'O.N.U., les pays socialistes prennent part aux travaux. La théorie de la coexistence pacifique n'est qu'un instant dans l'histoire.

— La guerre naît aussi de l'utilisation de technologies dures qui conduisent à la recherche de puissance, à la centralisation et à la militarisation de l'économie, de l'idéologie de la croissance industrielle fortement inégalitaire et

productrice de la consommation distinctive, de la concurrence acharnée qui aggrave la lutte contre la rareté.

La guerre et le militaire emportent tout. « Dernier effort pour se dégriser : si la guerre envahit tout, si le militaire — chacun de nous — sort armé de la paix, s'il n'existe pas de refuge pour conscience tranquille, une seule issue : faire la guerre à la guerre. C'est-à-dire faire la guerre et la paix simultanément » (A. Glucksman).

Actuellement, l'expression de la puissance se manifeste autant dans l'ordre économique que dans l'ordre militaire, ce dernier étant par ailleurs tributaire du premier. L'expérience récente nous démontre que le génocide n'a pas besoin d'armes. Il suffit d'une mauvaise gestion de l'économie, d'une volonté de blocus économique ou d'une lutte concurrentielle pour réduire à la pauvreté extrême des peuples entiers. Jusqu'à une période récente, les pays colonisés étaient entièrement dépendants des métropoles. Maintenant, les revendications des pays pauvres commencent à trouver un écho jusque dans les pays développés. Pourtant, malgré les multiples tentatives de conciliation, la multiplication des organismes internationaux et l'affirmation de la nécessité d'un Nouvel Ordre Économique International, personne ne peut plus douter du caractère guerrier des comportements économiques contemporains.

L'économie est un champ de guerre. Elle a chaque année ses 20 millions de morts et ses blessés d'insuffisance alimentaire. La guerre économique qui secoue un monde en crise et le développement des économies de puissance mettent en évidence le caractère continu des conflits humains.

II — La préparation à la guerre implique souvent une transformation profonde de la composition de la dépense nationale. Les belligérants potentiels préparent un personnel qualifié, ils développent des matériels de guerre, ils réduisent la production de biens de consommation, ils cherchent à limiter les dépendances économiques stratégiques dangereuses. Dans une situation de plein emploi, le choix entre le beurre et le canon est alors exprimé de manière très claire, car le recours à l'inflation produit une réallocation des ressources exprimée en faveur des producteurs. En situation de sous-emploi, la préparation à la guerre peut avoir des effets positifs. En effet, la relance de l'activité nationale par le développement des investissements publics exerce des effets bienfaisants pour l'économie nationale à court terme. Cependant, la course aux armements ne favorise pas non plus le développement économique dans cette situation, car le choix des investissements militaires aura une incidence structurelle sur l'économie dont les effets peuvent être variables. C'est ainsi que le développement routier provoqué par le « réarmement allemand » a eu certainement des effets positifs sur le développement économique allemand de l'après-guerre, alors que la plupart des matériels militaires proprement dits n'ont eu qu'une efficacité de destruction. De même, l'augmentation des dépenses militaires dans le but de relance de l'activité économique joue comme une drogue. Pour fonctionner, elle implique une accélération des dépenses militaires ; dans le cas d'un arrêt, l'économie nationale risque de sombrer dans une profonde dépression économique.

La préparation à la guerre ou le réarmement conduisent à une transformation profonde de la structure industrielle. Elle provoque l'augmentation des importations de matières premières et des produits alimentaires et évidemment une modification des courants commerciaux en fonction de l'hostilité ou du soutien de la politique de l'État par les autres États. Le financement de la préparation à la guerre ou au réarmement peut résulter de l'impôt ou de l'emprunt.

Il en découle évidemment des effets induits importants, comme une réallocation des ressources ou comme l'effet d'éviction du financement privé au bénéfice du financement public. Plusieurs décisions complémentaires deviennent alors nécessaires en matière de réglementation (change, priorité de fourniture au secteur militaire, contrôle étroit de la population, etc.).

La préparation à la guerre diffère selon la puissance et la structure économique des pays. C'est ainsi que l'Angleterre de 1939, possédant un empire colonial, avait intérêt à supporter une guerre longue, favorable à l'épuisement et à l'usure de l'ennemi. Disposant de la première flotte au monde, de moyens de financement importants, de matières premières, elle pouvait attendre l'effondrement progressif du potentiel économique allemand sur lequel était fondée la puissance militaire. Au contraire, l'Allemagne devait choisir la voie de la guerre rapide du fait de la faiblesse de sa capacité d'emprunt et de l'insuffisance de ses ressources énergétiques et de matières premières. Dans cette perspective, la préparation à la guerre diffère en fonction des contraintes économiques, politiques, géographiques et stratégiques.

L'exemple de l'Allemagne d'après la crise de 1929 est particulièrement intéressant pour montrer l'effet pernicieux des dépenses militaires sur le développement économique. Le docteur Schacht, responsable de l'économie allemande, refusa les politiques de déflation du gouvernement précédent qui étaient impopulaires et faiblement efficaces du fait de la dévaluation de la livre sterling. Il décida de relancer l'activité économique au prix d'une inflation modérée et surtout d'une organisation de l'économie allemande de type militaire. Il dirigea alors l'ensemble des activités du pays en conservant les structures capitalistes ; il favorisa les grandes concentrations et il élimina la concurrence étrangère, en imposant des licences d'importation, un contrôle de la sortie des capitaux et la mise en place d'accords bilatéraux. L'Allemagne devant importer ses matières premières et ses produits alimentaires, il établit rapidement une zone d'influence économique ; il acheta la production des pays agricoles danubiens, en les payant en marks et en exigeant que ces derniers servent à acheter des produits allemands. Un accord de clearing avec chaque pays concerné, à partir d'un taux de change arbitraire et largement déterminé par la puissante Allemagne, permettait un règlement des échanges, par l'intermédiaire d'un office de compensation ; les échanges devaient être équilibrés, ce qui avait pour conséquence de réduire le commerce extérieur au minimum et de supprimer le rôle de l'or et des devises dans les règlements internationaux.

L'aide de l'État aux entreprises, sous forme de subventions, était considérable. Par un procédé particulier de traites de travail, accepté par la population, par le blocage des salaires, par la suppression des syndicats ouvriers et le rationnement, l'économie allemande était dirigée autoritairement. Dès 1935, le service du travail devenait obligatoire pour tous les jeunes, qui, pendant un an, devaient fournir une main-d'œuvre considérable et bon marché. L'exécution des grands travaux publics et le programme de réarmement résorbèrent vite le chômage. Cependant, cette politique autoritaire à l'intérieur et de domination à l'extérieur conduisait inéluctablement à la guerre. Le plein emploi n'avait de signification économique que dans l'effort national de domination des autres peuples. Hitler s'était fixé pour objectif de rendre l'Allemagne économiquement indépendante de l'étranger. Pour ce faire, en quatre ans, l'Armée allemande devait être prête à engager des opérations et à remporter la guerre. En fait, ce type de développement provoqué par Hitler n'avait aucun autre débouché que la guerre.

Si la guerre de 1939-1945 n'a pas eu des causes uniquement économiques, il n'empêche que la crise économique, en accentuant les égoïsmes nationaux, avait favorisé le conflit armé. Selon Hitler lui-même : « La participation à l'économie mondiale a des limites que nous ne saurions dépasser. Les fluctuations du marché s'opposent à l'établissement de la position allemande sur une base solide ; les traités de commerce n'offrent aucune garantie d'exécution effective... Nous vivons à une période d'impérialisme économique où la tendance colonialiste nous ramène aux temps les plus primitifs ; la poussée expansionniste du Japon et de l'Italie a des causes économiques ; de même, l'Allemagne est stimulée par des besoins économiques... L'essor provoqué par la politique de réarmement dans l'économie mondiale ne constituera jamais la base d'un équilibre économique de longue durée » (protocole Hossbach).

Après la guerre, le « miracle » allemand a surpris. Cette fois, les économistes insistent sur l'absence du coût de défense pesant sur l'économie allemande pour expliquer ce fabuleux redressement. Depuis quelques années, l'Allemagne développe ses dépenses militaires et ses résultats, bien que médiocres dans un univers de crise économique mondiale, ne semblent pas pâtir nettement de ce phénomène.

L'exemple japonais est aussi significatif. Ce pays a connu dès 1920 une crise économique grave ; en effet, alors que sa croissance économique exigeait un développement de ses importations, du fait du protectionnisme ambiant, il lui était impossible d'exporter autant qu'il l'aurait désiré. L'État japonais s'est alors orienté vers une politique de puissance, destinée à conquérir militairement les territoires qui lui permettraient à la fois de trouver des matières premières et d'écouler les produits de son industrie. Il abandonna l'industrie légère au profit de l'industrie lourde, il rendit obligatoire la concentration des entreprises d'exportation et surtout il accrut ses dépenses militaires (qui augmentèrent au point d'atteindre 50 % du budget). Le Japon se préparait économiquement à la guerre.

Pour le pouvoir japonais, la volonté d'expansionnisme se fonde sur des impératifs économiques. L'idée d'un espace vital souligne la nécessité de constitution d'une grande sphère économique non entravée par le protectionnisme. Le calcul économique n'est certainement pas le seul facteur qui explique la politique japonaise de l'époque, mais il est sans doute le plus important, car il a donné au peuple une justification « rationnelle » à son action belliqueuse.

L'économie japonaise avait connu un essor exceptionnel, mais elle ne pouvait conduire qu'à la guerre, car elle avait été mise en place autour de cette idée selon laquelle le Japon se devait d'agrandir son espace vital pour survivre.

Après la seconde guerre mondiale, le Japon a connu un développement économique unique au monde. Or, cette fois, les économistes considèrent, au même titre que les hommes politiques, que l'une des raisons de cette croissance réside dans le faible effort militaire de ce pays. Là encore, les arguments ne sont pas très bien fondés au plan théorique. Sans doute faut-il voir dans l'organisation du travail, dans les mentalités et dans les comportements des agents économiques le véritable moteur de la croissance japonaise. La lutte contre la rareté qui s'exprime parfois par les armes prend aussi la forme de la compétition économique. Le Japon est un géant économique, qui fait peur à la plupart de ses concurrents, et qui de ce fait dispose d'arguments souvent décisifs dans la guerre économique et donc dans la guerre « continue ». Sa force conduit parfois les pays plus faibles économiquement à connaître de graves difficultés économiques. Les situations de crise sont propices au réarmement, qui

donne l'illusion de la croissance et favorise l'essor des nationalismes. Derrière la crise économique, se profile toujours la guerre... Malheur à celui qui exporte la sienne !

III — L'effort de défense se mesure (assez imparfaitement d'ailleurs), au plan économique évidemment, par les dépenses militaires. Or, il est très intéressant d'analyser les relations qui lient la croissance économique d'un pays et ses dépenses militaires. Nous avons utilisé la méthode économétrique pour mettre en évidence les effets réciproques de l'effort de défense d'un pays et ses principaux agrégats économiques. La République Fédérale d'Allemagne, le Japon, les États-Unis, l'U.R.S.S. et la France constitueront l'échantillon concret de notre analyse.

1) On peut s'interroger sur la politique militaire de l'Allemagne dans ses effets économiques. En fait, les études statistiques et économétriques nous conduisent à penser que les dépenses militaires n'ont pas exercé de rôle significatif sur la croissance allemande, ni positivement, ni négativement. En fait, la production intérieure brute de la R.F.A. est fonction positive des dépenses gouvernementales, de la consommation, de la formation brute de capital fixe et des exportations, mais l'inflation exerce une influence négative sur la conjoncture économique.

Les dépenses militaires semblent jouer un rôle minime dans la croissance économique allemande, au niveau des grands agrégats (Tableau n° 1). Il faut remarquer cependant que les dépenses militaires sont, par contre, fortement influencées par :

— la consommation ; en fait, la relation met en évidence le choix qui existe entre le beurre et le canon. Une augmentation de la consommation conduit à une réduction substantielle des dépenses militaires et inversement.

— la formation brute de capital fixe. Certes, le coefficient multiplicateur n'est pas très élevé, mais une augmentation de la formation brute de capital fixe provoque une diminution des dépenses militaires et inversement.

— les exportations : le choix d'une augmentation des dépenses militaires provoque une réduction des relations avec l'extérieur, comme si le pays désirait se rendre moins vulnérable à l'égard du marché extérieur ou comme si le marché intérieur s'avérait suffisamment élargi du fait du développement de l'effort de défense pour favoriser une réduction des exportations.

— le chômage : contrairement à ce qui se passe dans de nombreux pays développés, une augmentation du chômage conduit aussi à une diminution des dépenses militaires et inversement, une augmentation des dépenses militaires conduit à une diminution sensible du chômage. Cette hypothèse n'a été retenue ni pour les États-Unis, ni pour la France, ni pour le Japon.

2) Les résultats économétriques de l'économie japonaise confirment, au moins au niveau des chiffres, la politique constante des gouvernements. En effet, les dépenses militaires (en faible proportion par rapport au produit national brut) ne semblent exercer aucun rôle significatif sur la croissance. Cette relation peut être expliquée par le fait que les responsables politiques et militaires japonais ont souvent fixé leur effort de défense à partir du principe selon lequel il ne devait pas dépasser 1 % du produit national brut. Les dépenses militaires sont donc dépendantes des agrégats économiques, mais ceux-ci ne sont pas significativement influencés par l'évolution actuelle des dépenses militaires japonaises (Tableau n° 2).

Variables explicatives	Constante		GC	CC	FBCF	X	IPD	R ²	F DE FISHER	R.F.A. DURBIN WATSON
	1	2								
PIB	1	116,2	1	0,717	1	1,09	1	0,999	4 913	1,78
	2	8,25	2	3,8	2	7,53	2	1 - 1,18 2 - 4,96
CHO	1		1		1	X	1			
	2		2	GC	2	FBCF	2	DMC		
CHO	1	1 - 318,4	1	26,1	1	1 - 5,87	1	0,98	214	1,93
	2	1,86	2	4,43	2	3,29	2	1 - 34,37 2 - 4,004
IPD	1	59,61	1	0,208	1	0,611	1	0,99	1 022	1,63
	2	7,42	2	2,39	2	8,83	2	1 - 0,26 2 - 3,96
DMC	1	13,71	1	0,006	1	0,79	1	0,97	54,9	2,44
	2	2,23	2	3,56	2	7,56	2	1 - 0,07 2 - 2,38

Tableau n° 1 — Résultats économétriques (RFA).

GC = dépenses publiques (marks constants), CC = consommation (marks constants), FBCFC = investissements (marks constants), XC = exportations (en marks constants), MC = importations en marks constants, CHO = chômage, DMC = dépenses militaires en marks constants. R² = coefficient de détermination, * = degré de confiance 0,9, ** = degré de confiance 0,95.

1 — Coefficient de régression

2 — Test de Student

Variables explicatives	Variables expliquées	Constante	CC	XC	MC	XC	MC	XC	MC	DUM1	R ²	F DE FISHER	REA DURBIN WATSON
DMC	1	0,127	0,0052	0,02	0,012						0,99	1,894 ****	2,17
	2	6,02 ****	3,000 ****	7,49 ****	1,81 *								
	1	DCC	DXC										
	2												
DMC	1	0,069	0,017	0,013							0,99	2,777 ****	2,00
	2	4,19 ****	11,7 ****	5,44 ****									
	1		DGC	OPBC	DXC	MCD							
	2												
CHO	1	0,68	0,035	0,029	0,056	0,004					0,97	155	2,89
	2	12,11 ****	2,59 **	4,45 ****	5,57 ****	2,9 **							
Variables explicatives	Variables expliquées	Constante	GC	CC	FBCF	XC	MC				0,9999	69,767 ****	1,91
PIBC	1	2,78	0,89	0,81	1,31	0,91	0,65						
	2	6,89 ****	9,58 ****	14,87 ****	27,44 ****	15,44 ****	6,87 ****						

Variables explicatives	Constante		VGC	VFBC	VXC					R ²	F DE FISHER	R.F.A. DURBIN WATSON
	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2
VPIBC	1	0,84	1	1,40	1	1,11	1	1	1	1	87	2,17
	2	2,26 **	2	13,8 ****	2	5,47 ****	2	2	2	2	****	
VCHO	1	- 0,093	1	0,08	1	0,07	1	1	1	1	12	1,88
	2	- 2,00 *	2	3,57 ****	2	- 4,94 ****	2	2	2	2	****	
VDMC	1	0,0217	1	0,018	1	0,018	1	1	1	1	7,3	2,18
	2	2,59 **	2	2,7 **	2	2	2	2	2	2	**	
DMC	1	0,069	1	0,017	1	0,013	1	1	1	1	2 777	2,00
	2	4,19 ****	2	11,7 ****	2	5,44 ****	2	2	2	2	****	

Tableau 2 : Résultats économétriques (Japon) obtenus sur des informations statistiques en yers constants. DMC = dépenses militaires ; CC = consommation ; FBCF = formation brute de capital fixe ; PIBC = produit intérieur brut ; XC = exportations ; MC = importations. La lettre D placée devant une variable souligne un décalage de temps d'une période. La lettre V indique une variation. Les étoiles 1, 2, 3, 4 mettent en évidence le degré de confiance respectivement 0,9, 0,95, 0,99 et 0,999.

Ces résultats sont conjoncturels et ils expriment l'évolution passée. Un changement de politique à l'égard de la défense ou du réarmement aurait, sans doute, des effets importants sur l'économie japonaise. Si les partisans du statu quo sont encore nombreux, les partisans du réarmement revendiquent un droit à la souveraineté que seul le droit de guerre peut procurer au Japon. Le gouvernement japonais se prépare à une défense plus active. Ainsi, le développement considérable de l'énergie nucléaire, la nécessité d'adapter la défense au nouvel ordre maritime international et le développement du sentiment d'insécurité semblent susciter la tentation du réarmement. Dans cette perspective, le couple armement-développement prendrait alors une tournure nouvelle. Or, le Japon sera très rapidement amené à prendre une décision sur ce point, encouragé par les États-Unis qui espèrent ainsi faire supporter le poids de la défense de l'espace capitaliste à plusieurs alliés. Le Japon a le plus fort taux de croissance, le plus faible taux d'inflation, la plus grande progression de productivité, l'investissement le plus dynamique et une capacité de production industrielle qui inquiète ses propres partenaires. Sa forte dépendance à l'égard de l'extérieur est une faiblesse qui, dans les années à venir, peut le rendre extrêmement vulnérable, surtout dans le cas d'une crise du commerce international. Les risques économiques seront accrus, mais surtout il faudra certainement que le Japon accepte de prendre d'importantes responsabilités politiques et militaires. Les pays de l'OCDE pensent qu'un effort d'armement japonais ne peut que diminuer sa force économique. L'idée selon laquelle les dépenses d'armement sont un fardeau, les conduit à devenir de plus en plus favorables au réarmement japonais. Par cet exemple, on voit les interactions économique-militaires des décisions de défense. Cependant, l'hypothèse selon laquelle le Japon verrait son économie moins compétitive du fait d'un réarmement nous semble difficilement acceptable, au moins à court terme, tant il est vrai que de nouveaux débouchés nationaux, puis internationaux s'ouvriraient à une économie japonaise, avide de nouvelles opportunités et capable de les saisir immédiatement.

3) L'économie américaine dispose d'un potentiel industriel considérable, mais la crise économique internationale dont elle est à la fois la cause et une victime ne lui permet pas de l'utiliser efficacement. La politique de Reagan consiste :

1) à relancer l'économie nationale par une politique de « tax cut ». La théorie de l'offre considère que les agents économiques américains ont été découragés par la fiscalité. Celle-ci a limité les occasions d'investir, elle a diminué l'offre du travail, elle a réduit l'offre globale de biens et services, provoquant une inflation due, pour l'essentiel, à une pénurie de biens. Il faut donc relancer l'activité économique en réduisant la fiscalité, la reprise économique devant développer à terme les recettes de l'État.

2) à faire un effort considérable en matière budgétaire pour « rattraper » le retard américain en matière de puissance militaire. La solution de Reagan consiste d'abord à réduire les frais de « welfare » ou de bien-être. Le coût économique de la défense est d'autant plus important que l'un des dogmes des conseillers économiques du gouvernement américain est l'équilibre des dépenses publiques. En tout cas, à court terme, le programme de Reagan propose une réduction des recettes et une augmentation de certaines dépenses. En s'opposant directement à l'équilibre des finances publiques, l'effort militaire favorise des taux d'intérêt élevés, la diminution des investissements, le développement du chômage, l'endettement des consommateurs. Une grande rigueur en matière de politiques monétaire et budgétaire conduit à des coûts sociaux très importants.

En fait, l'effort considérable qui a été demandé par Reagan aux États-Unis ne favorise pas une amélioration de la situation économique des pays de l'OCDE. Plusieurs effets pervers apparaissent :

— A court terme, tout se passe comme si les mesures keynésiennes ne fonctionnaient plus, alors que les remèdes de la politique de l'offre n'ont encore aucun effet positif.

— La nouvelle structure des dépenses militaires requises par le gouvernement conduit souvent à une inflation d'étranglement provoquée par un excès subit de la demande sur l'offre. A tel point que certains économistes commencent à s'inquiéter de la faible productivité des dépenses militaires supplémentaires demandées par le gouvernement.

— Les investissements militaires fournissent moins de travail que les autres investissements publics. Une action budgétaire axée sur un remplacement de certaines dépenses sociales par des dépenses militaires ne peut que favoriser la contraction de la demande de travail.

Certes, a priori, un programme de dépenses militaires ne conduit pas nécessairement à réduire la productivité d'un pays, mais il faut que le pays dans son ensemble accepte de diminuer, en proportion, sa propre consommation. Il ne semble pas que ce soit actuellement le cas, soit parce que le peuple américain ne se sent pas encore suffisamment menacé, soit parce qu'il considère que l'augmentation des dépenses militaires ne permet pas de réduire la menace, soit parce que la « société de gaspillage et de luxe » ne souhaite pas prendre en compte, dans ses choix, l'effort militaire exigé par le gouvernement.

Il en résulte des tensions inflationnistes très importantes. Dans une étude économétrique faite sur la période pré-reaganienne, les résultats suivants avaient été obtenus :

— Les dépenses militaires exercent un rôle plutôt négatif sur la croissance de l'économie américaine, même si cet effet n'est pas très important quantitativement.

— Elles ont une incidence plutôt positive sur l'investissement privé. Ce qui met en évidence l'importance du complexe militaro-industriel.

— Elles influencent négativement la consommation privée, mettant ainsi clairement en évidence le fameux choix entre le beurre et le canon, au moins à court terme.

— Elles ont un impact négatif sur l'exportation et sur l'importation, soulignant la recherche d'autarcie et d'indépendance économique, chaque fois que les tensions internationales conduisent les États-Unis à faire un effort militaire substantiel. Pour les États-Unis, les conflits militaires ont aussi une dimension économique indéniable et ils en tirent les leçons.

— Du fait de la décroissance assez régulière des dépenses militaires des États-Unis en pourcentage de son PNB, malgré les effets de la guerre du Vietnam, les dépenses militaires ne semblent pas avoir joué un rôle inflationniste important. Par contre, dans la situation actuelle, du fait de l'effort considérable demandé à court terme, la « machine économique » ne peut guère supporter le choc sans une forte poussée inflationniste.

Il semble bien que la période « Reagan » sera marquée par un renversement des tendances. Un accroissement des dépenses militaires conduisait à une diminution de la croissance économique, mais aussi au développement de tensions inflationnistes. Actuellement, l'augmentation des dépenses militaires provoque une récession à fortes tensions inflationnistes, difficilement contrôlables.

4) La puissance militaire de l'U.R.S.S. est incontestable, même si le débat sur sa supériorité par rapport aux U.S.A. n'est pas réellement tranché. Seul une expérimentation réelle pourrait réellement donner raison aux différents débatteurs, mais nous ne sommes pas pressés d'avoir ou non une confirmation. Du fait des moyens de vérification ultra-perfectionnés qui existent actuellement, on peut dire que les forces militaires de l'U.R.S.S. sont bien connues, même s'il est très difficile de connaître l'efficacité comparée des différentes armes par rapport à leurs homologues américaines.

La puissance de l'U.R.S.S. ne repose pas sur son économie, encore qu'il lui serait totalement impossible d'exercer l'influence planétaire qui est la sienne, indépendamment d'une solide structure économique. En fait, l'U.R.S.S. a plus échoué dans ses espoirs que dans ses réalisations concrètes ; car enfin, comparés aux pays occidentaux, ses résultats sur une période de 30 ans ne sont pas à son désavantage. Par contre, l'U.R.S.S. pensait réellement rejoindre et dépasser les pays capitalistes dès les années 80 et l'expérience lui a donné tort. Psychologiquement, le système économique de l'U.R.S.S. s'est un peu discrédité aux yeux du monde entier. Si les dirigeants soviétiques avaient insisté sur d'autres facteurs de comparaison avec les pays capitalistes, sans doute que l'argument économique n'aurait pas le poids qu'il a actuellement dans les débats sur mérites des systèmes économiques. En fait, la volonté de Khrouchtchev de donner à la puissance soviétique un contenu « économique » n'a pas abouti. Malgré un potentiel économique considérable (le deuxième du monde), l'U.R.S.S. n'atteint pas encore le stade de développement des pays capitalistes avancés. Son taux de croissance décroît depuis plusieurs années et l'absence de statistiques peut être aussi expliquée par ces échecs répétés. Les tentatives de réforme n'ont pas apporté les remèdes espérés.

La base économique et technologique de l'U.R.S.S. ne semble guère être en mesure de permettre un progrès équilibré dans les secteurs militaires et dans le secteur économique de manière simultanée. En fait, les dépenses militaires atteignent, selon les estimations, 11 à 13 % du PNB. L'économie n'est pas développée en fonction des besoins des populations, elle est tournée vers la puissance.

Les objectifs de satisfaction maximale des besoins domestiques et de développement du rayonnement du socialisme dans le monde sont pour le moins contradictoires et, après avoir espéré l'emporter sur les deux tableaux, l'U.R.S.S. semble privilégier son second objectif.

Au plan économique, l'U.R.S.S. favorise le développement de l'industrie lourde (fortement influencée par les contraintes militaires) au détriment des industries de consommation. Cette politique qui a été constamment suivie par le gouvernement de l'Union Soviétique semble devoir se perpétuer du fait de la force d'inertie des avantages acquis et de la place que joue l'U.R.S.S. dans l'échiquier mondial, du fait de sa puissance militaire et idéologique.

Pourtant, l'U.R.S.S. n'est pas un espace invulnérable, même si de nombreux experts ont affirmé sa supériorité actuelle en matière militaire.

— D'abord, l'espace économique soviétique n'est plus aussi autarcique que dans le passé et il paraît illusoire de penser qu'un retour en arrière pourrait être réellement réalisé sans problèmes graves. Du fait de sa participation à la condamnation de l'ordre économique international, elle ne peut plus (ou ne pourra plus) maintenir certains avantages particuliers, remis en cause par les organismes internationaux, par exemple la réduction des zones de pêches impliquée par la Conférence sur le Droit de la Mer favorable à l'élargissement de

la juridiction et des droits des États riverains au-delà de la mer territoriale ou la nouvelle réglementation sur le domaine maritime concernant le libre passage dans les détroits.

Ensuite, les pays en voie de développement commencent à contester son rôle international, car, selon eux, le refus de l'U.R.S.S. de reconnaître la moindre responsabilité concernant les inégalités dans le partage des richesses du monde ne doit pas la dédouaner de toute aide, ni l'inciter à utiliser les avantages de l'ordre économique international contemporain.

Enfin, la crise de l'énergie touche aussi l'U.R.S.S., qui cherche à trouver des fournisseurs du fait de l'insuffisance des recherches géologiques sur le territoire national — des problèmes d'exploitation des puits de pétrole sans la technologie occidentale, et des conditions d'exploitation difficiles des puits existants.

De ce fait, la situation militaire de l'U.R.S.S. n'est pas aussi favorable qu'il n'y paraît de prime abord, surtout si l'on rappelle, pour mémoire, le fameux cas que lui pose la Chine.

Pourtant, la puissance militaire soviétique est fortement entretenue par un complexe militaro-industriel particulièrement important. La bureaucratie militaire exerce une influence déterminante sur les processus décisionnels de défense. Elle a le monopole de la compétence (la Direction politique hésite à contester sa décision, sauf cas exceptionnels), elle est rétive au changement qui réduirait qualitativement ou quantitativement ses forces, elle limite ses risques en matière d'innovation et elle accepte la construction d'armes anciennes en quantité sans doute trop importante (comme la construction de tanks) pour des raisons qui tiennent à toutes les limites que nous avons déjà établies. Il est clair que ce complexe militaro-industriel s'oppose à tout processus de désarmement susceptible de réduire les avantages acquis dans la société soviétique.

En l'état actuel, les super-puissances n'ont pas la preuve de leur supériorité militaire l'une par rapport à l'autre. Cette force militaire soviétique lui permet de rassembler, autour d'elle et de son idéologie, tous les pays qui, en développement, cherchent à lutter contre l'exploitation de leurs richesses par les pays occidentaux. La puissance militaire de l'U.R.S.S. fonde en grande partie sa puissance idéologique.

Les résultats économétriques obtenus pour l'U.R.S.S., à partir des informations statistiques fournies par ce pays aux Nations Unies, donnent une image surprenante de l'effet des dépenses militaires sur la croissance économique. A court terme, l'économie soviétique semble bénéficier d'une augmentation des dépenses militaires du fait d'une amélioration de ses termes de l'échange à l'égard des pays du COMECON dans les situations de tensions internationales. Cependant, cette relation n'indique pas nécessairement que la relation entre dépenses militaires et développement économique soit positive dans le long terme. Les dépenses militaires ont un effet négatif sur l'investissement, alors que celui-ci joue un rôle positif sur les dépenses militaires. Il existe un effet stabilisateur dans les relations investissement-dépenses militaires. En outre, si l'augmentation des dépenses sociales n'exerce aucune influence significative sur les dépenses militaires, celles-ci sont partiellement dépendantes des prestations sociales. Cette relation souligne le choix continu à mettre en œuvre entre l'économie de puissance et l'économie du bien-être.

5) L'économie française ne reçoit pas une impulsion positive de ses dépenses militaires, malgré l'idée solidement ancrée selon laquelle, du fait de ses exportations d'armes, elle bénéficierait économiquement de son effort de défense. Les résultats économétriques que nous avons entrepris nous ont conduit à souligner :

- La faible, mais négative influence des dépenses militaires sur la croissance économique française ;
- le choix drastique à opérer entre la consommation et les dépenses militaires ;
- l'effet négatif de l'effort militaire sur l'investissement, remettant ainsi en cause non seulement la croissance ou l'essor conjoncturel, mais aussi le développement du pays ;
- la faible création d'emplois relative des dépenses militaires, par rapport aux autres activités publiques ou privées ;
- le rôle très faiblement positif des dépenses militaires sur la balance commerciale ;
- et enfin, l'action indirectement inflationniste d'une augmentation des dépenses militaires.

Le coût réel de la défense n'est pas limité à la seule perception des dépenses militaires. Il faut aussi mesurer les incidences de cette activité sur l'ensemble des variables macroéconomiques d'un pays.

Les résultats obtenus pour les pays développés mettent en évidence les divergences d'effets macroéconomiques et mésoéconomiques des dépenses militaires selon les pays, même si ceux-ci sont producteurs d'armes. Le réarmement ne semble avoir de débouché concret que sur la guerre elle-même, et les théories de relance de l'économie nationale par l'effort militaire apparaissent particulièrement dangereuses, même si elles ont pour objectif immédiat la lutte contre la crise.

La notion de guerre doit être revue, car telle qu'elle est définie traditionnellement, elle indique un phénomène qui n'est ni plus, ni moins meurtrier que ce qui se déroule quotidiennement dans la sphère économique. Les dépenses militaires participent à une double action dans le domaine des conflits : elles détruisent directement des vies et des biens et elles influent, par la domination ou par l'utilisation et la répartition des sommes qu'elles représentent, sur les tenants et les aboutissants des luttes économiques.

Enfin, du fait même de la diversité des effets des dépenses militaires sur la croissance économique des États, le couple désarmement-développement offre de nombreuses ambiguïtés. En effet, le réarmement progressif, celui qui ne conduit pas à des réformes structurelles importantes en un temps limité, provoque des effets très contrastés sur les économies nationales. Il en va de même pour le désarmement et on peut s'attendre parfois à une récession plus ou moins grave pour certains pays développés. Le problème sera alors de savoir sur quelle base on fixerait la contribution du désarmement au développement. Autrement dit, l'assiette de la contribution portera-t-elle sur la réduction des dépenses militaires ou sur les effets de cette réduction ? La réponse à cette question est essentielle à la compréhension du couple désarmement-développement. Elle n'est pas pour autant une condition de sa réussite.

Bibliographie

- Aben, J (1981), Défense nationale et emploi en France, Les Cahiers du Séminaire Charles Gide, Montpellier.
- CBO Study (1983), Defence spending and the economy, Washington.
- Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), Le désarmement pour le développement. Dossier d'un pari difficile, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale.
- Fontanel, J. (1980), Le concept de dépenses militaires, Revue Défense Nationale, Décembre.
- Fontanel, J. (1981), Scénarios économiques du désarmement, in Le désarmement pour le développement. Dossier d'un pari difficile, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale.
- Fontanel, J. (1982), Military expenditures and Economic Growth : France, Morocco, *report written for the United Nations*.
- Fontanel, J. (1982), La comparaison des dépenses militaires, Revue Défense Nationale, novembre.
- Fontanel, J. (1982), Le désarmement pour le développement, Stratégie et Défense, Juin.
- Fontanel, J., 1982. Military Expenditure and Economic Growth: France, Morocco. *report written for the United Nations*, 6.
- Fontanel, J., Matière, J-P. (1982), Croissance économique et dépenses militaires en France, Colloque du SGDN, Paris, 19 Septembre.
- Fontanel, J. (1982), *Analyse économique du couple dépenses militaires-développement économique. Les exemples des économies de l'URSS, des USA, de l'Egypte et d'Israël*, Cahiers du CEDSI n°1. Grenoble.
- Fontanel, J. (1984), L'économie des armes, La Découverte, Paris.
- Fontanel, J. , Smith, R. (1985), L'effort économique de défense, Arès, Défense et Sécurité, n° Spécial.,
- Guilhaudis, J.F. (1982), Le désarmement pour le développement, Colloque UNESCO, Association Emile Laugier. Paris. Octobre.
- Schmidt, C. (1982), L'économie de la défense de la France, Revue d'Economie Politique, Décembre.
- Smith, R. (1980), Military expenditure and investment in OECD countries, *Journal of comparative Economics*, 4.
- Smith, R.P. (1980), The demand for military expenditure, *Economic Journal*, Vol. 90. December.